

de mieux – qui prolongerait la situation actuelle, mais à nouveau de manière limitée dans le temps. Il serait question d'aller jusqu'en 2019, ce qui apaise la situation durant un certain temps et nous accorde un répit pour rechercher des solutions plus pointues.

C'est dans ce sens que le Conseil fédéral propose d'accepter le postulat et de rejeter la motion. Cette dernière sera prise en considération dans les travaux qui vont être réalisés. C'est une des hypothèses, mais ce n'est pas la seule. D'autre part, relevons qu'elle a été déposée avant la réintroduction en 2013 d'une solution limitée dans le temps. Donc elle a quand même un peu vieilli – si je puis dire – depuis ces trois dernières années et n'est plus tout à fait à jour; c'est la raison pour laquelle elle doit être rejetée.

La rapporteuse, Madame Keller-Sutter, a rappelé dans le débat le fait que le Conseil national a inscrit dans une disposition transitoire des exigences pour la mise en consultation d'un projet. Nous sommes d'accord sur le fond. Nous souhaitons aussi, sur le fond, pouvoir mettre en consultation un projet dans un délai qui permettra d'offrir une alternative à la fin des trois ans. Par contre, je dois vous dire – et c'est une position que je continuerai à défendre – que j'ai conservé tous mes doutes, sur le plan de la technique législative, quant à l'utilisation des dispositions transitoires inscrites dans une loi afin d'obtenir ce qu'on obtient normalement avec une motion. Je vais certainement plaider dans le sens qu'il n'y a pas besoin d'inscrire de telles dispositions dans la loi, car cela constituerait un corps étranger un peu particulier dans la loi, tout en mentionnant un engagement précis sur le calendrier et sur ce que nous allons faire dans l'intervalle. En définitive, ce n'est pas le contenu qui est en discussion. Pour ce dernier, nous souhaitons mettre en consultation un projet dans un délai qui permettra de garantir une réglementation à partir de 2019. Le fait d'utiliser des dispositions transitoires d'une loi à cette fin est une discussion technique qui sera encore certainement menée au cours des prochaines semaines dans le cadre des débats en commission.

Avec cette argumentation soulignant la disponibilité du Conseil fédéral à mener une réflexion ouverte, notamment sur les trois grandes options qui existent, je vous invite à rejeter la motion 13.3265 et, en parallèle, à accepter le postulat 16.3000, qui nous donne des bases pour la poursuite des travaux.

13.3265

Abgelehnt – Rejeté

16.3000

Angenommen – Adopté

15.4103

**Motion Savary Géraldine.
Digitale Filme
der Cinémathèque suisse.
Finanzierung der Infrastruktur**

**Motion Savary Géraldine.
Films en format numérique
de la Cinémathèque suisse.
Financement des infrastructures**

Ständerat/Conseil des Etats 02.03.16

Le président (Comte Raphaël, président): Le Conseil fédéral propose le rejet de la motion.

Savary Géraldine (S, VD): La présente motion, dont une version équivalente a été déposée par le conseiller national Feller (15.4097), est née d'une inquiétude. En décembre

2008, le Parlement acceptait un crédit de près de 50 millions de francs pour financer l'extension du Centre d'archivage et de conservation de la Cinémathèque suisse à Penthaz, dans le canton de Vaud. Certains conseillers aux Etats de la précédente législature – j'ignore si certains d'entre eux siègent encore au conseil – connaissent cet endroit, puisque nous l'avons visité à l'époque, lors d'une séance de commission, afin de voir à quel point le centre d'archivage était important et justifiait le crédit. Le crédit a été jugé nécessaire par le Conseil fédéral et le Parlement pour assurer la mission dévolue à la Cinémathèque, à savoir le traitement des films en format numérique.

En 2014, l'Office fédéral des constructions et de la logistique ainsi que l'Office fédéral de la culture ont demandé au Parlement un crédit de 6 millions de francs pour le centre d'archivage de Penthaz, en prévoyant d'intégrer ce montant au message 2015 sur les constructions civiles. Cet engagement a été confirmé très récemment dans le message culture 2016–2020, dont nous avons discuté en 2015. Or, l'origine de cette motion réside dans le fait que le crédit de 6 millions de francs n'a, en réalité, pas été intégré dans le message 2015 sur les constructions civiles. C'est pour cette raison que Monsieur Feller et moi-même avons déposé une motion.

Entre-temps, il s'est passé quelques événements. Je citerai entre autres la suspension des investissements dans les infrastructures destinées à l'archivage numérique des films, qui a été justifiée, comme cela est écrit dans l'avis du Conseil fédéral, par le Contrôle fédéral des finances. Ce dernier a évalué la Cinémathèque et a jugé nécessaire de circonscrire la numérisation des collections aux œuvres ayant un rapport avec la Suisse. De nombreuses discussions ont eu lieu entre le Contrôle fédéral des finances et la Cinémathèque suisse en la matière.

Par ailleurs, une solution financière a été trouvée par l'Office fédéral de la culture et l'Office fédéral des constructions et de la logistique pour avancer dans les travaux de Penthaz: ceux-ci peuvent être financés par le solde des crédits d'investissement immobiliers déjà alloués.

Entre le dépôt de la motion et la discussion actuelle, on peut donc considérer qu'une solution a été trouvée. Je remercie le Conseil fédéral d'avoir permis à ce dossier d'avancer, et je retire donc ma motion, ce qui nous permet de passer directement du début du film au générique de fin. De facto, les objectifs de la motion ont été réalisés.

Zurückgezogen – Retiré

15.4157

**Motion Bischofberger Ivo.
Franchisen der Kostenentwicklung
der obligatorischen
Krankenpflegeversicherung anpassen**

**Motion Bischofberger Ivo.
Assurance obligatoire des soins.
Adapter le montant des franchises
à l'évolution des coûts**

Ordnungsantrag – Motion d'ordre

Ständerat/Conseil des Etats 02.03.16 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)

Ordnungsantrag Bruderer Wyss

Zuweisung der Motion 15.4157 an die zuständige Kommission zur Vorprüfung.

Motion d'ordre Bruderer Wyss

Transmettre la motion 15.4157 à la commission compétente pour examen préalable.

Bruderer Wyss Pascale (S, AG): Ich beschränke mich gerne auf die Frage, warum ich diesen Zuweisungsantrag stelle. Ich bin nämlich der Meinung, dass Kollege Bischofberger mit seiner Motion berechnete Fragen aufwirft. Gleichzeitig zeigt der Bundesrat dann aber in seiner Stellungnahme, dass es nicht ganz so einfach ist und dass bei dieser Frage der Anpassung der Franchisen weitere Faktoren berücksichtigt werden müssen. Ich bin einerseits aufgrund der Tatsache, dass es eine substanzielle Stellungnahme des Bundesrates ist, welche bei mir aber wiederum Folgefragen aufwirft, und andererseits aufgrund der Tatsache, dass ich die Ratsdebatte hier nicht für die Behandlung dieser Detailfragen missbrauchen möchte, zum Punkt gelangt, dem Rat Folgendes zu beantragen: Die SGK soll damit beauftragt werden, das Anliegen von Herrn Bischofberger zu prüfen und bei dieser Gelegenheit gleichzeitig seitens des Bundesrates zu erfahren, wie der Zusammenhang mit der Vorlage ist, die ja aktuell in Bearbeitung ist.

Aus diesem Grund möchte ich darum bitten, die SGK zu beauftragen, diese Motion genauer anzuschauen.

*Angenommen gemäss Ordnungsantrag Bruderer Wyss
Adopté selon la motion d'ordre Bruderer Wyss*

Le président (Comte Raphaël, président): La motion 15.4157 est donc transmise à la CSSS-CE pour examen préalable.

16.004

GPK-NR/SR und GPDel. Jahresbericht 2015 CdG-CN/CE et DéICdG. Rapport annuel 2015

Erstrat – Premier Conseil

Ständerat/Conseil des Etats 02.03.16 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 10.03.16 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Stöckli Hans (S, BE), für die Kommission: Da wir noch eine halbe Stunde zur Verfügung haben, werden wir uns insgesamt kurzfassen. Ich empfehle Ihnen aber, den Jahresbericht selbst noch als Bettlektüre zu geniessen. Wir haben uns in der GPK sehr angestrengt, um Ihnen einen substanziellen, guten Bericht vorlegen zu können. Er wurde am 29. Januar 2016 einstimmig gutgeheissen, und wir haben beschlossen, ihn zu veröffentlichen. Er stützt sich auf Artikel 157 des Parlamentsgesetzes und wurde im Vorfeld den betroffenen Behörden zur Stellungnahme unterbreitet. Die jeweiligen Einwände oder Verbesserungsvorschläge wurden soweit möglich berücksichtigt. Dieser Bericht gibt einen vollständigen Überblick über die Tätigkeiten der Geschäftsprüfungskommissionen und der Geschäftsprüfungsdelegation im letzten Jahr. Er enthält Informationen über die Arbeitsmethoden und über die Arbeitsprozesse, über die Probleme mit bestimmten Aufsichtsgeschäften und die jeweils erzielten Resultate. Der Bericht enthält auch viele Informationen, die bisher nie veröffentlicht wurden; er ist also eine Fundgrube auch für findige Journalisten.

Kollege Kuprecht wird das Kapitel zur Geschäftsprüfungsdelegation erörtern, Kollege Janiak dasjenige der Subkommission EDA/VBS und Kollege Hêche zu guter Letzt noch die Geschäfte der Subkommission EDI/UVEK.

Ich überspringe hier die Einführungsvoten zum Funktionieren und zur rechtlichen Grundlage der Geschäftsprüfungskommission. Ich sage nur, wie wichtig die Oberaufsicht in einem Rechtsstaat ist. In einem Rechtsstaat haben auch die Bürgerinnen und Bürger Anspruch darauf, die Arbeit unserer Mitarbeiter und Mitarbeiterinnen, im Sinne der Dienstleistung, erklärt zu bekommen. Die GPK hat äusserst weit-

gehende Aufsichts- und Einsichtsrechte, und diese werden von uns auch entsprechend in Anspruch genommen. Auch das Amtsgeheimnis ist – ausgenommen sind die Geheimhaltungsverpflichteten – keine Barriere für unsere Tätigkeit.

Am 29. Januar letzten Jahres haben wir bei der Beratung des Jahresprogramms gestützt auf die vorgängige Evaluation der Parlamentarischen Verwaltungskontrolle folgende Themenbereiche zur Untersuchung ausgeschieden: einerseits die elektronische Auszählung von Stimmen, das E-Counting, andererseits – ganz wichtig – die Auswirkungen der Freihandelsabkommen. Und wir haben auch ein Reservethema definiert, nämlich die Verwendung unterschiedlicher Bevölkerungsszenarien; wir haben vorhin ja bei der Problematik des Bundesamtes für Statistik gesehen, welche Bedeutung das hat. Dieses Reservethema wurde leider nicht bearbeitet, weil die beiden erstgenannten Themen die Arbeitskräfte genügend absorbierten.

Im letzten Jahr wurden verschiedene Untersuchungen aus früheren Jahren abgeschlossen. Zur Untersuchung betreffend die externen Mitarbeitenden der Bundesverwaltung: Der Bericht stammt vom 24. März 2015, und er stellt fest, dass zwar der Rückgriff der Bundesverwaltung auf externe Mitarbeitende in gewissen Fällen gerechtfertigt und zweckmässig sei, aber in der aktuellen Praxis mehrere Punkte anzupassen seien – das ist noch diplomatisch ausgedrückt. Nachdem der Bundesrat in den meisten beanstandeten Bereichen Anpassungen in Aussicht gestellt hatte, entschied die GPK-SR, vorerst Ruhe zu geben und dann in zwei Jahren eine Nachkontrolle zu machen. Betreffend die Untersuchung der Sicherstellung der Unabhängigkeit von Aufsichts- und Regulierungsbehörden der zentralen Verwaltung haben wir ebenfalls teilweise Lücken entdeckt und ein uneinheitliches Vorgehen bemerkt. Wir haben dem Bundesrat bis Anfang dieses Jahres eine Frist eingeräumt, um Stellung nehmen zu können.

Über die Untersuchung betreffend die internationale Kooperation bei der militärischen Ausbildung wird Kollege Janiak berichten.

Last, but not least haben wir uns auch intensiv mit der Inspektion der Wahl des obersten Kaders durch den Bundesrat auseinandergesetzt. Der Bericht vom 15. November 2013 sah sechs Empfehlungen vor, welche der Bundesrat mehrheitlich befolgen wollte. Wir haben dann in der Inspektion im Juni das Geschäft vorerhand abschliessen können und eine Nachkontrolle in zwei Jahren in Aussicht gestellt.

Die Nachkontrollen sind von grösster Bedeutung, weil sie eben dann zeigen, dass wir nicht nur untersuchen, sondern uns auch dafür interessieren, welche Folgen unsere Untersuchungen gehabt haben. So haben wir zahlreiche Nachkontrollen durchgeführt. Ich erwähne nur die wichtigsten: die Inspektion zur Organisation der Bekämpfung der Grippeepidemie, die Steuerung der Sozialversicherung durch den Bundesrat.

Ein Thema, das uns sehr stark beschäftigte, war der Beizug von Experten durch die Bundesverwaltung. Im Rahmen dieser Untersuchung prüfte die GPK-SR insbesondere, welche Lehren aus den beschaffungsrechtlichen Vorfällen im Staatssekretariat für Wirtschaft und im Bundesamt für Strassen im Hinblick auf den Aufbau eines flächendeckenden Beschaffungscontrollings und eines Vertragsmanagements der Bundesverwaltung zu ziehen sind.

Im Weiteren haben wir Abklärungen zu den folgenden Themen beschlossen und zum Teil auch durchgeführt:

In Bezug auf die Aufsicht der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht über die HSBC Private Bank Suisse AG, welcher Fälle von Steuerhinterziehung und Geldwäscherei vorgeworfen wurden, haben wir verschiedene Gespräche geführt und Untersuchungshandlungen vorgenommen. An der Sitzung vom 21. Mai des letzten Jahres ist die GPK-SR zum Schluss gekommen, dass aus Sicht der parlamentarischen Oberaufsicht kein Handlungsbedarf besteht.

Wir haben Abklärungen zur Überwachung des Medizinproduktmarktes durch Swissmedic vorgenommen. Darüber wird Herr Kollege Hêche berichten.